

« Servir l'État », trouver « des moyens d'existence » ou suivre une « brillante carrière » : avantages et désavantages d'être consul pendant le premier XIX^e siècle (1814-1852)

Alexandre Massé



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11416>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2019

Pagination : 131-146

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Alexandre Massé, « « Servir l'État », trouver « des moyens d'existence » ou suivre une « brillante carrière » : avantages et désavantages d'être consul pendant le premier XIX^e siècle (1814-1852) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 98 | 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 22 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11416>

Ce document a été généré automatiquement le 22 mars 2020.

© Tous droits réservés

« Servir l'État », trouver « des moyens d'existence » ou suivre une « brillante carrière » : avantages et désavantages d'être consul pendant le premier XIX^e siècle (1814-1852)

Alexandre Massé

- 1 À bien des égards, le parcours de Désiré François Marie Sauveur de la Chapelle permet de saisir les enjeux liés à l'entrée dans la carrière consulaire au cours du premier XIX^e siècle. Après avoir été militaire pendant le règne de Louis XVIII, il obtient le titre de baron. Il se lance ensuite en politique. Maire de Guingamp, il est élu député des Côtes-du-Nord en 1834 et rejoint les députés qui soutiennent le gouvernement. Réélu en 1837 mais battu en 1839, il est renvoyé à la vie civile et immédiatement nommé consul général et chargé d'affaires à Guatemala¹. Il s'agit d'une entorse à l'ordonnance de 1833 qui impose d'avoir été élève vice-consul pour pouvoir entrer dans la carrière consulaire. De plus, rien dans son dossier ne permet d'établir s'il pouvait justifier des compétences en droit et en langues exigées des candidats. Il s'agit donc d'une faveur qui vient récompenser ses bons et loyaux services durant ses deux mandats. Cette nomination incite à questionner les modalités de recrutement des consuls, en prêtant une attention particulière aux compétences exigées et à leur importance face au capital social des candidats.
- 2 Les mésaventures qui marquent le début de sa carrière permettent aussi de s'interroger sur les motivations qui le poussent à accepter un consulat. Du point de vue financier, il se voit offrir un salaire annuel de 35 000 francs, une somme très importante. Pour préparer son installation, il achète des meubles, augmente son domestique qu'il faut convaincre d'aller en Amérique latine et dépense en tout, selon ses dires, 22 000 francs, somme qu'il juge « très considérable »² pour sa fortune. Ces éléments mettent en évidence un problème : l'équilibre délicat entre les appointements des consuls et leurs

charges professionnelles. Les salaires suffisent-ils ou une fortune personnelle est-elle nécessaire ? Devenir consul est-il un moyen de se procurer un revenu, d'acquérir une position sociale ou d'entrer dans une carrière prometteuse ?

- 3 Sauveur de la Chapelle n'est toutefois jamais allé au Guatemala. Une note dans son dossier précise qu'il n'a pu prendre son poste pour « des motifs politiques résultant des rapports de la France avec cette république »³. Il demande alors un simple consulat en Europe. Il fait appuyer sa requête par une pétition signée par 38 députés. Un record, car en général les candidats ne disposent que de la signature d'un ou quelques députés au plus. Le ministère lui parle de Palma, dans les Baléares. « Séduit par la beauté du climat, par la facilité de faire venir [sa] famille près de [lui] », Sauveur de la Chapelle accepte avec plaisir. Son désappointement est donc vif lorsqu'il reçoit sa nomination à Tiflis, entre la mer Noire et la mer Caspienne :

Mon mécontentement fut extrême, quand quelques jours après, je reçus ma nomination pour Tiflis, dans un climat malsain, à quinze cents lieues de la France, et où la difficulté et le peu de sûreté des routes m'empêchaient de pouvoir penser à conduire ma famille ; j'allais donc très certainement refuser⁴.

- 4 Ce passage pointe la multiplicité des éléments qui entrent en jeu pour expliquer les motivations des consuls. La proximité de la France, le climat et l'existence d'une bonne société sont des facteurs importants. Dans le cas de Sauveur de la Chapelle, en fin de compte, s'il se décide d'accepter « ce poste quelque désagréable qu'il fût », c'est parce qu'« un article du *National* aussi violent qu'injurieux [blesse] si vivement [son] amour propre » et qu'il ne veut « pas paraître céder devant les outrages de la presse »⁵. Cette anecdote rappelle aussi l'existence de critères purement individuels aussi imprévisibles qu'impossibles à saisir quand ils ne figurent pas dans les dossiers personnels.
- 5 À partir de correspondances privées et de l'analyse prosopographique d'un échantillon de 115 consuls ayant exercé entre 1815 et 1852⁶, nous allons donc nous efforcer de déterminer les motivations qui conduisent des individus à vouloir entamer une carrière de consul, en commençant par examiner les difficultés à surmonter pour obtenir un poste, avant d'aborder leur situation financière et les avantages de la carrière qu'ils suivent.

Les difficultés de la carrière consulaire

Des compétences croissantes

- 6 L'étude du statut d'élève vice-consul permet une première approche des compétences exigées. Dans la marge du projet de l'ordonnance du 3 mars 1781 qui le crée, de sa propre main, Louis XVI ajoute que les élèves devront apprendre les langues orientales. Dans la pratique, l'obligation n'est pas respectée⁷. Au cours du XIX^e siècle, le statut d'élève consul évolue progressivement. Comme le rappelle le ministère à l'élève Charles Lagau, l'ordonnance du 15 décembre 1815 et le règlement du 11 juin 1816 définissent « la discipline et le mode d'instruction auxquels les élèves doivent être soumis ». L'objectif est « d'assurer à la carrière des consulats des sujets pourvus des qualités morales et des connaissances nécessaires pour rendre ces fonctions aussi utiles qu'elles doivent l'être au bien de l'État »⁸. Pour devenir élève, il convient alors d'avoir suivi des cours de droit commercial, de maîtriser une langue étrangère généraliste⁹ et de justifier de compétences en mathématiques et en dessin¹⁰. Avec le temps, les exigences

s'accroissent. L'ordonnance du 20 août 1823 précise qu'il faut désormais être licencié en droit¹¹. En 1840, lorsque Gustave Bosseront d'Anglade passe son examen d'entrée, Barbier du Bocage, à qui le ministère a confié la tâche d'examineur, l'interroge « sur les sciences mathématiques, physiques, naturelles et statistiques, sur l'art de lever des plans, sur les reconnaissances topographiques, sur le dessin des machines, sur le jaugeage, le sondage, etc. etc. »¹². Comme les consuls sont susceptibles d'exercer partout, l'anglais tend à s'imposer. Ainsi, dans les conseils que Jacques Devoize¹³ donne à son fils Antoine, il l'informe que son sort et son avancement « dépendent d'une étude assidue du droit du commerce et de la langue anglaise devenue si nécessaire pour nos relations diplomatiques ». À la fin de sa lettre, il insiste à nouveau sur la nécessité de travailler « l'anglais, l'anglais surtout »¹⁴. L'article 6 de l'ordonnance du 20 août 1833 ajoute que « les élèves devront avoir servi cinq ans au moins dans leur grade pour pouvoir passer à celui de consul »¹⁵. Il s'agit d'une période de formation sur le terrain. Les élèves sont attachés, le plus souvent, à un consulat général et des gestions de poste leur sont confiées, ce qui permet de les évaluer. L'ordonnance du 26 avril 1845 entérine cette évolution. Tout en abrogeant la nécessité de servir cinq ans au moins à son grade, elle rappelle que « nul ne sera nommé élève vice-consul, s'il n'est [...] licencié en droit, et s'il n'a été jugé admissible par une commission spéciale »¹⁶.

- 7 Depuis 1833, il est théoriquement obligatoire d'avoir été élève pour entrer dans la carrière consulaire¹⁷. En réalité, seuls 42 consuls (36,5 %) l'ont été, ce qui s'explique par l'existence de dérogations et par la présence de consuls ayant débuté leur carrière avant l'instauration de cette règle ou après sa suppression en 1845¹⁸. Les compétences et les formations de ceux n'ayant pas été élèves sont plus difficiles à cerner. Sur les 115 consuls, des études de droit sont attestées pour 54 (46,9 %) et la maîtrise d'au moins une langue pour 69 (60 %), certains en maîtrisant quatre ou cinq, voire davantage¹⁹. Ces consuls ont été préfets, députés, explorateurs, militaires, administrateurs dans d'autres ministères, et ainsi de suite. Le recrutement semble alors s'effectuer au cas par cas et prendre en considération plusieurs facteurs, dont le capital social et les recommandations.
- 8 Il faut souligner la quasi disparition d'une pratique dont l'importance reste à déterminer à l'époque moderne, celle d'individus faisant des candidatures spontanées, avec de puissantes recommandations à l'appui, pour obtenir l'ouverture d'un poste adapté à leurs besoins. C'est ce que tente Maximin Isnard, en 1837. C'est le seul cas qui a pu être repéré entre 1814 et 1852. Originaire d'une famille de négociants du Var, il dirige à partir de 1811 une école expérimentale pour l'extraction du sucre de betterave. Après la destruction de son usine et la chute de l'Empire, il émigre aux États-Unis, à Boston. En 1835, il y est nommé agent consulaire par le consul général à New York. En 1837, il cherche à entrer pour de bon dans la carrière consulaire et multiplie les demandes qu'il fait appuyer par de nombreuses recommandations. Un de ses soutiens, le préfet de Seine-et-Oise et pair de France, affirme que les chambres de commerce réclament la réouverture du consulat de Boston, fermé depuis plusieurs années²⁰. Une note précise toutefois que ce poste ne présenterait en réalité aucun intérêt ni pour le service, ni pour le commerce, ce qu'Isnard serait le premier à reconnaître. Pour trancher la question, le ministre ne peut se reposer, précise la note, « que sur le degré d'intérêt que [la] position personnelle [d'Isnard] inspirerait au ministre ». Si Isnard parvient finalement à entrer dans la carrière comme consul à Boston, c'est grâce à ses soutiens et, officiellement, en récompense de son action dans le développement du

sucré de betterave. Toutefois, ce type de parcours est exceptionnel car la Chambre exerce un contrôle sévère du budget du ministère. En 1854, quand l'importance commerciale de Boston s'accroît, il est mis en disponibilité pour laisser la place à un consul plus compétent.

La carrière consulaire : mutations et contraintes

- 9 Au XVIII^e siècle, « la très grande majorité des carrières effectives (64 %) se composent d'un seul poste assurant une très grande stabilité, voire l'immobilisme d'un personnel qui ne peut espérer une amélioration de son traitement consulaire que par l'ancienneté de ses services puisqu'il ne connaît pas de mutation »²¹. Désormais, en tant que fonctionnaires, les consuls connaissent de véritables carrières marquées par de fréquentes mutations. Sur 114 consuls²², seulement 32 (28,1 %) n'ont connu qu'un ou deux postes, chiffre qui inclut les consuls décédés prématurément, ceux entrés sur le tard dans la carrière et les diplomates momentanément affectés à un consulat général. De façon plus révélatrice, ils sont 47 (41,2 %) à occuper cinq à dix postes. Ils sont maintenant considérés comme des généralistes interchangeables, ce qui explique qu'ils ne se spécialisent plus dans un espace géographique et culturel homogène. En prenant en considération les 104 consuls ayant occupé au moins deux postes (91,2 %), 26 (25 %) ont exercé en Europe et en Amérique latine. Si l'on prend l'espace ottoman, l'Europe et l'Amérique latine, ils sont 53 (51 %) à avoir été affectés dans au moins deux de ces trois zones²³. Alors que l'Europe compte le plus de consulats²⁴ et qu'il s'agit déjà d'un espace culturellement et diplomatiquement hétérogène, parmi les consuls ayant occupé au moins trois postes (82 sur 114, soit 71,9 %), ils ne sont que 15 (18,3 %) à y avoir fait toute leur carrière.

Tableau n° 1. Nombre de postes occupés durant la carrière consulaire

1 poste	2 postes	3 postes	4 postes	5 postes et plus
8,8 % (10)	19,3 % (22)	11,4 % (13)	19,3 % (22)	41,2 % (47)

- 10 Les consuls n'apprécient guère la perspective de mutations lointaines en dehors de leur zone de confort, dans des espaces qui se caractérisent par les contraintes climatiques et familiales (faire venir sa famille sous un mauvais climat, gérer l'éducation des enfants en France, exposer sa famille aux dangers des postes, ne pas revoir ses parents pendant des années, etc.). Dans des pays dont ils ignorent tout, ils redoutent de ne pas maîtriser les connaissances nécessaires pour mener à bien leurs missions²⁵. Malgré leurs appréhensions et leur désir de refuser leur affectation, leur statut de fonctionnaires les y contraint désormais. Certains d'entre eux expriment le sentiment de se sacrifier au service des intérêts français en acceptant de servir dans des contrées éloignées, où ils ne peuvent que difficilement faire venir leur famille à cause des dangers et des maladies. En 1830, Laisné de Villevêque, qui n'est que le gérant du consulat à Mexico, réclame donc en récompense d'en devenir le titulaire :

Je me bornerai donc à lui présenter ce court inventaire des sacrifices que j'ai déjà faits pour mériter l'honneur de servir ma patrie dans un pays hideux au physique et au moral, où privés des moindres douceurs de la vie, nous existons au milieu des assassinats et de la guerre civile²⁶.

- 11 Ce ressenti existe aussi chez les consuls titulaires. En 1852, Villamus interpelle le ministre pour obtenir une augmentation. Il se plaint de son « métier d'avaleur de couleuvres », se présente comme un « soldat presque toujours oublié, sinon ignoré, de la milice consulaire » et affirme avoir « donné 25 années et les plus belles de [sa] vie à [son] pays »²⁷. Pour sa part, en 1838, lorsque Maxime Raybaud, alors consul à Chypre, est muté au Brésil, il s'indigne dans sa correspondance officielle et privée d'une décision contraire à ses vœux et s'emporte contre Jules Désaugiers, le chef de la division des Affaires commerciales, responsable de son changement de poste. Il le qualifie de « vieux sycophante », de « sale vieillard » et espère que les consuls ne tarderont pas à en « être délivrés »²⁸. L'Amérique latine, l'épouvantail redouté, n'est pas le seul espace concerné. Par exemple, en 1835, Antoine Devoize considère que, dans « une résidence grecque », les consuls doivent « végéter [...] sans plaisir, sans amis, sans compatriotes et sans relations avec la France »²⁹. En Épire, pour sa part, Grasset affirme que Janina « est le plus grand désert moral et physique de la terre : les hommes y sont sots, et les femmes sales ! »³⁰. Au ministère, les dossiers des consuls sont riches en missives plaintives. Les correspondances privées conservent des lettres pleines d'humour et de sarcasmes où l'on se venge des habitants et des lieux. Il faut toutefois souligner que, mis à part lorsqu'ils ont un bon poste en Europe, les consuls ne sont que très rarement satisfaits. De fait, en 1841, le ministre et son secrétaire se plaignent que les trois quarts des consuls veuillent changer de poste³¹.

Une carrière très demandée

- 12 En 1828, lorsque Verniac demande à entrer dans la carrière, il précise qu'il n'ose pas se flatter « de parvenir à entrer dans les ambassades » mais qu'il a pensé qu'il « rencontrerait moins d'obstacles dans les consulats, parce que ces places nécessitant de longs séjours à l'étranger doivent être moins avidement recherchées »³². S'il a bien cerné une des contraintes du métier, sa conclusion est on ne peut plus erronée. La carrière consulaire est extrêmement demandée. Le ministère le rappelle fréquemment : elle « est encombrée, le nombre d'élèves dépasse le nombre voulu, et les occasions d'avancement sont déjà trop rares »³³. En 1825, il informe son ambassadeur à Vienne, le marquis de Caraman, qu'il y a trop de consuls sans emploi et que les bureaux parisiens sont pleins³⁴. Il ne saurait donc être question d'y accueillir aucun nouveau candidat, quand bien même il se proposerait d'y travailler bénévolement comme surnuméraire³⁵. Jacques Devoize l'explique clairement à son fils, « c'est une faveur spéciale qu'on vous a faite en vous admettant à travailler dans les bureaux en qualité de surnuméraire »³⁶. Il est donc impossible d'entrer dans la carrière sans bénéficier de puissants soutiens. Aussi, parmi les 641 recommandations contenues dans les dossiers de 109 consuls³⁷, 40 % ont pour objectif d'entrer dans la carrière. Les demandes pour obtenir un congé, une décoration ou un meilleur poste arrivent bien après.
- 13 Les exigences croissantes du ministère en termes de compétences constituent des contraintes pour les familles qui se montrent prêtes à faire de lourds sacrifices pour que leurs enfants puissent suivre les cours nécessaires et briguer une place de consul³⁸. De plus, la carrière présente l'inconvénient de mutations fréquentes dans des espaces culturels et politiques très hétérogènes, sans parler des contraintes familiales et sanitaires³⁹. Malgré tout, les candidats se pressent et ne parviennent à leurs fins que grâce à des recommandations. Nous pouvons donc nous demander ce qui les motive.

Les aspects financiers

L'interdiction des activités commerciales

- 14 Depuis l'ordonnance du 3 mars 1781, tous les consuls sont obligatoirement nommés par le roi par lettre de provision ou par brevet. Au-delà de fluctuations locales, ce n'est pas le cas de la plupart de leurs collègues des autres puissances. Ainsi, en 1822, le consul à Coron, en Grèce, note qu'« il n'y a que ceux de France et de Russie qui soient brevetés et payés par leurs souverains »⁴⁰. À Patras, en 1821⁴¹, et à Chypre, en 1830⁴², certains achètent encore leurs places auprès des ambassadeurs à Constantinople.
- 15 En contrepartie d'une rémunération stable, les consuls de France doivent se consacrer exclusivement à leurs fonctions, ce qui implique l'interdiction de s'adonner à des activités commerciales. Cette prescription, en vigueur depuis 1691 et confirmée par l'ordonnance du 3 mars 1781, faisait toutefois l'objet de nombreuses exceptions au XVIII^e siècle⁴³. Ce n'est plus le cas au XIX^e siècle, même si les consuls des autres puissances, y compris ceux d'Angleterre, continuent à pratiquer le négoce⁴⁴. Seule l'Autriche adopte une politique similaire, ce qu'illustre la destitution de son consul à Alep, en 1830, pour s'être livré au commerce⁴⁵. Dans leur ensemble, les consuls français souscrivent à cette politique. Ils estiment qu'ils ne peuvent être juges et parties. Selon eux, les consuls-commerçants ne seraient pas respectés par les habitants de leur résidence. À l'inverse, comme le souligne Arasy, « les seuls consuls de France et de Russie ne se mêlent point des affaires du négoce [et] jouissent ici d'une grande considération »⁴⁶. Par contre, cela ne les empêche pas de nouer des relations avec le monde commerçant, notamment en épousant les filles de négociants⁴⁷. Toutefois, une place de consul ne présente plus l'intérêt de pouvoir asseoir et renforcer une position commerciale en s'attribuant des passe-droits et en bénéficiant des avantages de cette place.

Une source de revenus

- 16 Pour de nombreux consuls, la carrière consulaire n'est pas réellement un choix, mais plutôt une nécessité pour trouver une source de revenus. Les dossiers personnels, souvent imprécis, ne permettent pas toujours de le déterminer, mais sur 109 consuls, une trentaine ne possèdent pas ou peu de fortune (27,5 %). Plusieurs sont issus de familles ruinées par la Révolution française, l'insurrection de Saint-Domingue ou des spéculations hasardeuses. Ainsi, lorsque le baron de Decazes réclame un consulat, il avoue avoir perdu sa fortune à cause de mauvaises affaires en Algérie et être « tombé dans une position tellement fâcheuse, et dans un si grand dénuement », qu'il ne peut « même pas solliciter une audience avant d'avoir reçu un secours qui [lui] permette de [se] présenter décemment »⁴⁸. Il explique alors maîtriser plusieurs langues et être capable de travailler 15 heures par jour. Ces consuls ont besoin de leur poste pour faire vivre leur famille et tenir leur rang⁴⁹. La carrière consulaire apparaît alors comme choisie par défaut, comme un mal nécessaire. En 1825, Charles d'Hautefort l'exprime à mi-mot, lorsqu'il se dit « prêt même à [s]'expatrier et accepter avec reconnaissance un vice-consulat, quelque éloignée qu'en fut la résidence »⁵⁰. Il n'est donc pas surprenant de voir des consuls interrompre leur carrière après un bon mariage ou un héritage.

- 17 Pour plusieurs consuls, leurs difficultés matérielles constituent un argument recevable pour soutenir leur carrière. Lorsque Auguste Jean Mahélin tente d'obtenir un consulat général, il affirme savoir qu'il y a d'autres candidats, mais qu'ils « n'ont ni [ses] dettes, ni [ses] nombreuses charges »⁵¹. Ils n'hésitent pas à rappeler que leur place leur est nécessaire pour payer les études de leurs enfants⁵² ou pour éviter à leur famille de tomber dans la misère⁵³. Il s'agit en effet d'un facteur que leur hiérarchie prend en considération. Ainsi, en 1830, l'ambassadeur en Espagne note qu'il cherche à Mahélin « des moyens d'existence »⁵⁴. En réponse, le ministère l'autorise à l'employer. De même, en 1823, lorsque Vattier de Bourville commet une erreur, le ministre envisage son rappel, mais décide de lui donner une dernière chance car il « est le seul soutien de plusieurs enfants »⁵⁵. Inversement, en 1853, Désiré Charles Joseph Auguste Vattier de Bourville croit savoir qu'on l'a mis à la retraite sur la rumeur que sa femme aurait de la fortune⁵⁶. De fait, le ministère n'hésite pas à se renseigner sur la situation financière de son personnel. Ainsi, en 1824, il s'adresse au préfet des Pyrénées afin « de savoir d'une manière très positive quelles peuvent être la fortune et les ressources particulières de M. de Canclaux »⁵⁷.
- 18 Pour autant, le salaire versé par l'État constitue-t-il désormais la principale motivation des consuls ? Si certains consuls ont besoin de cette place pour vivre, pour d'autres qui possèdent déjà une fortune, le salaire ne saurait être le seul attrait. De plus, l'attractivité de leurs émoluments semble discutable. La question est plus complexe qu'il n'y paraît au premier abord. Si l'on reprend le seuil des 10 000 francs annuels fixé par Jourdan pour définir les fonctionnaires supérieurs⁵⁸, les consuls en font majoritairement partie, d'autant plus que la moyenne de leurs salaires s'accroît significativement de 1816 à 1847. Ainsi, la moyenne du salaire d'un consul général passe de 19 474 francs à 29 375 francs (+ 50,8 %), celle d'un consul de 11 093 francs à 17 481 francs (+ 57,6 %) et celle d'un vice-consul/consul de 2^e classe de 6 600 francs à 13 518 francs (+ 104,8 %). Ces chiffres cachent de fortes disparités régionales. Les postes difficiles, comme ceux d'Amérique latine, sont bien mieux rémunérés.

Tableau no 2. Rémunérations moyennes des consuls par grade de 1816 à 1847 (en francs) ⁵⁹

	1816	1826	1833	1835	1838	1842	1847
Consuls généraux	19 474	23 889	28 474	30 210	29 895	30 167	29 375
Min./Max.	15 000/ 30 000	18 000/ 40 000	18 000/ 50 000	15 000/ 45 000	18 000/ 45 000	15 000/ 45 000	15 000/ 40 000
Consuls	11 093	13 826	14 593	16 935	16 552	16 643	19 000 [17 481*]
Min./Max.	7 000/ 18 000	10 000/ 20 000	6 000/ 30 000	10 000/ 30 000	10 000/ 28 000	10 000/ 30 000	12 000/ 60 000 [30 000]
Vice-consuls ou consuls de 2^e classe	6 600	6 862	6 633	11 314	11 333	12 565	13 518

Min./Max.	4 000/ 10 000	3 000/ 12 000	2 000/ 12 000	8 000/ 18 000	8 000/ 20 000	10 000/ 30 000	8 000/ 25 000
-----------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	-------------------	------------------

* Le chiffre entre crochets est une moyenne rectifiée qui ne prend pas en compte le consulat de Calcutta qui, avec une rémunération annuelle de 60 000 francs, n'est absolument pas représentatif.

Tableau no 3. Rémunérations moyennes par nature de poste dans trois régions du monde en 1830

60

	Amérique latine	Europe	Empire ottoman
Vice-consulat	8 286	5 833	5 375
Consulat	19 500	13 156	11 400
Consulat général	42 250	22 500	23 666

- 19 Ces rémunérations conséquentes ne semblent pas avoir satisfait les consuls. Ceux-ci sont unanimes à s'en plaindre et à réclamer des augmentations. Leurs arguments sont multiples. Par exemple, les ordonnances d'août 1833⁶¹ leur retirent une partie des recettes de la chancellerie. Ils mettent aussi en avant les nombreuses charges auxquelles ils doivent faire face. Ainsi, Joseph Lainé souligne « la nécessité bien connue où se trouvent les consuls de se répandre dans la société afin de se procurer les renseignements dont ils ont besoin pour tenir leur gouvernement au courant des démarches industrielles et des opérations commerciales »⁶². Ils sont nombreux à pointer le coût de leur logement, car l'existence d'une maison consulaire semble assez exceptionnelle. Par exemple, Albert Frédéric Gautier constate que son loyer absorbe un quart de son traitement, « à moins de se loger dans un quartier indigne, ou dans un nid à rats »⁶³, précise-t-il. La présence d'une station navale française est aussi évoquée comme une source de frais supplémentaires. L'évolution de la carrière avec de fréquentes mutations est également avancée, les frais du déménagement, le trajet, le rachat de nouveaux meubles n'étant que partiellement pris en charge par le ministère⁶⁴. De plus, leur salaire sert aussi à couvrir de nombreux frais professionnels. Par exemple, avec ses émoluments de 12 000 francs, Gabriel de Lantivy doit louer un local pour la chancellerie (700 francs), payer un secrétaire-copiste (1 000 francs) et un supplément de salaire à son chancelier (1 000 francs). Toutes déductions faites, il ne lui resterait que 4 000 francs⁶⁵. Enfin, de très nombreux consuls s'attachent à expliquer que les salaires affichés ne correspondent pas à ceux perçus. En effet, pour la retraite, le ministère retient 5 %. Il faut ensuite déduire les frais de banque et de change. En conversion, Lantivy affirme ainsi perdre 1 700 francs. Selon Joseph Lainé, ces retenues représentent 11 % du salaire⁶⁶.
- 20 Les difficultés financières des consuls semblent avoir été bien réelles. Au-delà de cas spécifiques – tel Pierre François Dufour qui, avec un modeste salaire de 6 000 francs, doit faire vivre onze personnes⁶⁷ –, ils sont très nombreux à affirmer ne pas pouvoir faire face à leurs obligations, ce qui les empêcherait parfois d'exercer convenablement leurs fonctions. Ainsi, à Arta, en 1834, Maxime Raybaud, qui ne perçoit que 6 000 francs, demande une augmentation de 2 000 francs. Il précise que la faiblesse de sa

rémunération l'a empêché de se rendre à une invitation du pacha de Janina car il n'avait les moyens ni de faire le voyage ni d'acheter le présent d'usage. De ce fait, Raybaud ne peut rencontrer le pacha que lors de son passage à Arta. Celui-ci marque son mécontentement en ne lui rendant pas sa visite, à l'inverse de ce qu'il fait pour le consul d'Angleterre. Raybaud précise que cette différence de comportement a, bien évidemment, été remarquée par la population⁶⁸. Ce serait donc l'image de la France qui souffrirait de ce salaire insuffisant. Malgré ses 18 000 francs, Joseph Lainé affirme lui aussi être en difficulté et vivre « de privations déjà depuis plusieurs années ». Il explique ainsi que malgré ses « modiques dépenses » et « malgré la vie retirée [qu'il est] forcé de mener » il ne parvient pas à équilibrer son budget et voit « avec douleur [son] déficit et [ses] engagements augmenter ». Il précise même qu'il s'est « encore contraint dans ces derniers temps de réduire [son] établissement mais il est une limite où le caractère dont [il est] revêtu [le] force à [s']arrêter »⁶⁹.

21 Pour compenser, certains consuls peuvent compter sur l'aide de proches⁷⁰ ou puiser dans leur fortune personnelle, tel François Adolphe Loeve-Veimars qui estime que son poste de consul général à Bagdad, « mal rétribué », a exigé de lui « de nombreux sacrifices pécuniaires, qui ont porté une grave atteinte à [sa] modeste fortune »⁷¹. Beaucoup d'autres sont contraints de contracter des dettes, tels le baron Vigent qui prétend avoir dû emprunter plus de 16 000 francs⁷² ou Thedenat Duvent qui s'endette de 24 000 francs en neuf ans passés en Égypte⁷³.

22 Les autorités et le ministère reconnaissent parfois l'insuffisance des traitements et les difficultés dans lesquelles cette situation plonge les consuls. Le préfet des Pyrénées constate « que les missions qu'il [le comte de Canclaux] a remplies, en diverses circonstances et particulièrement son séjour à Corfou, où les Anglais excitaient par leur exemple à une dépense excessive, loin d'améliorer son existence, ont au contraire diminué ses ressources pécuniaires »⁷⁴. Lorsque le baron de Formont réclame une augmentation, le ministère refuse tout en reconnaissant « l'insuffisance du traitement alloué au consulat de Cagliari »⁷⁵. En 1823, Joseph Louis Rousseau n'hésite pas à rappeler au ministre ses propres paroles :

Vous avez signalé vous-même, Monseigneur, à la tribune nationale l'insuffisance des traitements accordés aux consuls du roi, ces hommes qui, suivant les propres expressions de Votre Excellence, pour être utiles à leur pays et à leur souverain, se condamnent à une expatriation sans terme et s'exposant dans des résidences lointaines à des fléaux de toutes espèces⁷⁶.

23 Au regard des contraintes du métier, la rétribution semble de moins en moins attractive à nombre de consuls. Il est vrai que le ministère n'a pas toujours les mains libres. La Chambre exerce un contrôle strict de son budget. En 1830, elle lui impose une cure drastique qui se traduit par plusieurs suppressions de postes et des baisses de salaires. De plus, lorsque le ministère consent à augmenter un consul, la Chambre peut parfois s'y opposer, comme cela arrive à Pierre Fourier de Serre⁷⁷. Toutefois, exceptionnellement, des aides peuvent être accordées sous forme de primes⁷⁸. Le ministère peut aussi obtenir des bourses de pensionnaires ou demi-pensionnaires pour faire entrer les fils de ses consuls en difficultés dans les collèges royaux, tandis que les filles rejoignent la maison royale de Saint-Denis⁷⁹.

24 Il apparaît donc difficile de faire un bilan homogène de la situation financière des consuls. Ceux pour qui les émoluments constituent l'essentiel de leurs revenus peuvent rapidement se retrouver dans une situation financière difficile, tel Jean Martin Ducluzeau qui, en 1833, face à son incapacité de régler ses dettes, craint de passer en

justice⁸⁰. Pour d'autres, le salaire n'est qu'un complément aux revenus de leur capital, ce qui leur permet de conforter leur train de vie. Enfin, il convient de rappeler qu'il existe de forts écarts de salaires entre les consuls. Les postes européens étant plus demandés sont moins bien rémunérés. *A contrario*, notamment en Amérique latine, certains consuls peuvent percevoir des salaires trois fois supérieurs à la moyenne. Ainsi, au Brésil, Raybaud se console en pensant que ses revenus lui permettent de mettre de l'argent de côté. Cela se révèle toutefois une motivation insuffisante puisqu'il affirme ne vouloir y retourner « pour rien au monde » car « les six derniers mois [qu'il y a] passés ont été un enfer »⁸¹.

Une « brillante carrière »

L'espoir d'une belle carrière

- 25 En 1821, lorsqu'Antoine Devoize entre dans les bureaux du ministère, son père guide ses pas et lui donne des conseils précis pour réussir sa carrière :

Le respect pour la religion, l'amour du roi et de la patrie, du zèle ardent à les servir, vous ouvriront une brillante carrière. Voilà les [...] principes qui doivent servir de règle à votre conduite. Si vous en négligez un seul, n'attendez aucun succès, même avec des talents. Je dois vous donner ce conseil comme votre père [...]. Observez la plus grande circonspection dans vos discours, un mot imprudent recueilli par la méchanceté ou la jalousie peut nuire pour toute la vie à votre avancement⁸².

- 26 Le vocabulaire employé par Jacques Devoize est celui d'un fonctionnaire qui se préoccupe de la carrière de son fils. Grâce à sa propre expérience, il en connaît les pièges et les avantages. La majorité des consuls bénéficient ainsi d'un tel capital familial. Au sein d'un échantillon de 115 consuls, nous avons des informations sur le métier du père de 84 consuls (73 %). L'existence d'un consul, d'un diplomate ou d'un employé du ministère des Affaires étrangères dans la famille proche⁸³ est attestée pour 27 d'entre eux (27 sur 84⁸⁴, soit 32,1 %). Si l'on reprend les catégories utilisées par Anne Mézin⁸⁵, ils sont 60 (60 sur 84 soit 71,4 %) à avoir un proche commis ou serviteur de l'État, sans prendre en considération les militaires. Les consuls sont donc majoritairement issus de familles de serviteurs de l'État qui connaissent les rouages d'une carrière de fonctionnaire. Là se trouve sans doute une des clés de leur motivation. L'avantage qu'ils recherchent, c'est d'entrer dans une carrière qui, à long terme, leur offre des promotions voire une ascension sociale. Antoine Odilon Amédée Fabre l'explique clairement au ministre en 1849. Alors qu'il a été nommé à Jassy, il écrit pour se plaindre de l'insuffisance de son traitement. Il précise que son « patrimoine disparaît chaque jour » et qu'il « désire n'en pas venir à contracter des dettes ». Il demande alors à quitter « ce gouffre » et ajoute :

Un consul qui débiterait dans la carrière pourrait consentir à payer un avenir de sacrifices plus ou moins longs. Mais moi, Monsieur le Ministre, j'ai passé la période des sacrifices et j'étais arrivé, il y a quelques temps déjà, à celles des compensations⁸⁶.

- 27 Il apparaît donc que si les consuls acceptent des postes difficiles, avec de mauvaises rétributions qu'ils compensent avec leur propre fortune, c'est bien dans l'espoir de réussir leur carrière. Il s'agit d'investissements dont ils escomptent bénéficier ultérieurement. Ainsi, en 1826, Charles de Libessart réclame le consulat de Nice en « dédommagement des dépenses auxquelles [il a] été forcé pour le service du roi,

pendant onze années de résidence dans le nord »⁸⁷. Pour sa part, Martin François Armand Saillard explique avoir accepté le poste de Lima et d'autres consulats lointains dans l'espoir d'une progression plus rapide de sa carrière⁸⁸.

La carrière consulaire, un ascenseur social ?

- 28 Dans la première moitié du XIX^e siècle, la professionnalisation de la carrière se caractérise par l'existence d'une échelle de promotions. Sauf en cas de faute professionnelle grave, tous les consuls progressent, passant du grade de consul de 2^e classe⁸⁹ à celui de 1^{re} classe, voire à celui de consul général⁹⁰. Par exemple, si l'on observe les individus ayant été élèves vice-consuls et ayant connu une carrière normale, 86,7 % atteignent le grade de consul général ou de ministre plénipotentiaire⁹¹. La carrière offre ainsi de réelles possibilités d'ascension sociale.
- 29 L'exemple le plus flagrant, bien qu'exceptionnel, est celui de Charles Defly. Né en 1809, il est le fils d'une lectrice de la princesse Mathilde Bonaparte et d'un banquier niçois. Son grand-père a été maire de Nice de 1802 à 1804. En 1831, il débute sa carrière comme commis attaché au consulat de Nice. C'est l'échelon le plus bas. Remarqué pour la qualité de son travail, il devient ensuite agent consulaire, puis chancelier à Malte en 1839. Italien, il obtient sa naturalisation en 1840, ce qui lui ouvre de nouvelles perspectives. En 1842, il est nommé chancelier de l'ambassade à Rome. Il finit par être promu consul en 1850, puis consul général en 1860. En 1876, point d'orgue de sa carrière, lorsque le conseil général des Alpes-Maritimes lui propose d'être candidat aux élections sénatoriales, le ministère décide de lui donner le grade de ministre plénipotentiaire de 2^e classe pour son départ à la retraite et pour marquer son assentiment à sa candidature. Élu, il est sénateur jusqu'à son décès en 1884.
- 30 Tous les parcours ne sont pas une réussite aussi évidente et il est parfois délicat de les évaluer au seul regard des postes occupés. En principe, l'ordonnance de 1833 établit des consulats de 2^e classe et de 1^{re} classe. De même, le ministère répartit le personnel consulaire en consuls de 2^e classe ou de 1^{re} classe en examinant « l'ancienneté et le mérite »⁹². Toutefois, il n'y a pas d'adéquation entre le grade d'un consul et la hiérarchie de son poste, un consul de 1^{re} classe pouvant être affecté à un consulat de 2^e classe et inversement. Cet imbroglio laisse comprendre que les affectations ne s'effectuent pas forcément en fonction des capacités et l'ancienneté du consul, sinon il y aurait eu adéquation entre l'importance des postes et les compétences de leurs titulaires.
- 31 Au-delà du classement officiel des consulats, chaque consul a ses propres préférences en fonction de critères personnels issus de son parcours ou de ses liens familiaux. Il est donc difficile d'établir la hiérarchie des postes, même si ceux d'Amérique latine sont globalement craints, alors que ceux d'Europe – particulièrement ceux dans la péninsule italienne – sont l'objet d'une vive concurrence. De plus, tous les individus ne sont pas carriéristes. Par exemple, Frédéric Gauthier affirme préférer demeurer chancelier à Londres, plutôt que de devenir consul en Californie ou au bord de la mer Rouge⁹³. De même, en 1835, Antoine Devoize quitte avec regret la vie sociale de Smyrne pour aller à Patras en Grèce. Il estime que son « avancement en grade [...] ne compense nullement tous les agréments attachés à [son] ancien et modeste grade »⁹⁴. Pour sa part, Michel Hersant, consul de 1^{re} classe à La Corogne, refuse le grade de consul général chargé d'affaires pour ne pas être affecté à Chuquisaca, en Bolivie⁹⁵. De nombreux consulats a

priori secondaires, où un consul peut difficilement se mettre en valeur, sont particulièrement recherchés. Ainsi, en 1841, Maxime Raybaud rêve d'un petit poste « si tranquille, si insignifiant », mais proche de sa famille⁹⁶. La concurrence acharnée pour l'obtention de Nice offre un autre exemple du contraste entre le peu d'importance stratégique de certains postes et leur cote informelle élevée liée à un cadre de vie agréable et à la proximité de la France.

Conclusion

- 32 Avant d'insister sur l'existence d'avantages, soulignons à nouveau les nombreux désavantages qu'il y a à être consul : difficultés à entrer dans la carrière, compétences exigées, prise en compte de la faveur, mutations lointaines dans des contrées parfois inhospitalières, rémunérations fréquemment insuffisantes, et ainsi de suite. N'oublions pas aussi qu'il s'agit d'une profession dangereuse. Durant le XIX^e siècle, les consuls à Salonique et Djedda sont assassinés. À Janina, deux consuls y réchappent de peu. De plus, en cas de problème, ils éprouvent souvent de lourdes pertes dans l'exercice de leur profession. Ainsi, en cas d'incendie, de tremblement de terre ou d'insurrection populaire, ils peuvent perdre leur maison et leurs biens⁹⁷. Le ministère ne les indemnise alors que partiellement.
- 33 Face à ces contraintes, certains consuls sont motivés par la nécessité impérieuse de trouver une source de revenus pour vivre. Pour d'autres, c'est l'espoir d'une carrière susceptible de leur faire acquérir un meilleur statut social. De ce point de vue, ils sont également récompensés par des honneurs. Ainsi, parmi 109 consuls, seuls six ne sont pas décorés de la Légion d'Honneur. Ils sont même 59 à atteindre au moins le grade d'Officier (54 %). De plus, ils sont également décorés de nombreux ordres étrangers. Parfois, la carrière consulaire ouvre aussi la voie à un bon mariage⁹⁸. Ce sont probablement ces perspectives d'ascension sociale qui conduisent Joseph Limpérani à préférer un poste de consul à celui de procureur général⁹⁹.
- 34 Une des conséquences de l'espoir d'une belle carrière est de faire naître chez les consuls un fort sentiment de corps pour défendre leurs intérêts. Ainsi, ils se montrent particulièrement excédés par la nomination de diplomates à des postes consulaires¹⁰⁰. Le ministre a bien conscience de l'importance des promotions pour motiver leur zèle. Ainsi, en 1842, lorsque le ministre des Finances lui recommande la docteur Dumont pour le service des paquebots au Pirée, il rejette sa demande en insistant « sur le sentiment bien légitime de sollicitude que doivent [lui] inspirer les intérêts des fonctionnaires de [son] Département ». Il précise que « l'emploi vacant est de leur part l'objet des prétentions les mieux fondées, et ils ne se verraient pas, sans un profond découragement, privés en faveur d'un candidat étranger, de la juste récompense que doivent leur assurer doublement leurs travaux et leur position hiérarchique »¹⁰¹. Enfin, il est possible d'avancer une dernière supposition. Le goût de l'aventure et des voyages peut également avoir joué son rôle dans certains cas. Comme le souligne le pourtant si mal payé François Duclos, après la démission du chancelier de Syra, cette place ferait beaucoup d'envieux en France car, affirme-t-il, les emplois du gouvernement à l'étranger sont fort recherchés¹⁰².

NOTES

1. Archives du ministère des Affaires étrangères et européennes (désormais MAE), Dossier personnel (désormais DP) n° 3678, Désiré François Marie Sauveur de la Chapelle. Base de données des députés de l'Assemblée nationale : [http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/\(num_dept\)/11450](http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/(num_dept)/11450) (consulté le 2 janvier 2019).
2. MAE, DP n° 3678, Désiré François Marie Sauveur de la Chapelle au ministre, Paris, 27 juin 1839.
3. MAE, DP n° 3678, « Note pour le ministre », anonyme.
4. MAE, DP n° 3678, Désiré François Marie Sauveur de la Chapelle au ministre, Paris, 4 mars 1841.
5. *Ibid.*
6. Pour ce travail, les dossiers de 250 consuls ont été étudiés. Il s'agit de la majeure partie des consuls qui ont été en poste entre 1814 et 1852. Seuls quelques consuls dont la carrière est inférieure à cinq ans ont pu être oubliés. Les statistiques de cet article, faute de temps, n'ont pu être réalisées que sur un échantillon de 115 consuls qui ont été choisis aléatoirement pour éviter le biais d'une sélection. D'éventuelles fluctuations de l'échantillon seront systématiquement mentionnées.
7. Henri Cordier, « Un interprète du général Brune et la fin de l'École des Jeunes de langues », dans *Mémoires de l'Institut national de France*, tome 38, 2^e partie, Paris, Imprimerie Nationale, 1911, p. 285-286.
8. MAE, DP n° 2368, le ministre à Charles Lagau, Paris, 6 avril 1818.
9. Le règlement du 11 juin 1816 précise qu'elle doit être choisie parmi l'anglais, l'espagnol ou l'allemand.
10. Voir par exemple le dossier de Martin des Pallières : MAE, DP n° 2773. Il est nommé élève en 1820.
11. MAE, Personnel, cartons et volumes, volume 59, n° 219. Voir Anne Mézin, « Les services consulaires français au XIX^e siècle », dans Jörg Ulbert et Lukian Prijac (éd.), *Consuls et services consulaires au XIX^e siècle*, Hamburg, Dobu Verlag, 2010, p. 47-61.
12. MAE, DP n° 532.
13. Sur ce consul, voir Christian Windler, *La diplomatie comme expérience de l'autre. Consuls français au Maghreb (1700-1840)*, Genève, Droz, coll. « Bibliothèque des Lumières », 2002.
14. Archives nationales (désormais AN), Fonds Devoize (désormais FD), 327 AP 13, Voiron, Jacques Devoize à Antoine Devoize, 12 décembre 1822.
15. MAE, ADC, carton 72, ordonnance du 26 avril 1845, fol. 4 (reprise de l'ordonnance de 1833 en annexe).
16. MAE, Affaires diverses commerciales (désormais ADC), carton 72, ordonnance du 26 avril 1845, fol. 4.
17. Article 5 de l'ordonnance du 20 août 1833 : MAE, ADC, carton 72, ordonnance du 26 avril 1845, fol. 4 (reprise de l'ordonnance de 1833 en annexe).
18. Sur les 29 individus devenus consuls de 2^e classe entre 1833 et 1845, 16 ont été élèves vice-consuls (55,2 %).
19. Ces chiffres sont un reflet minimaliste de la réalité. La plupart des dossiers personnels ne contiennent pas assez d'informations pour déterminer les compétences et les connaissances des consuls.
20. MAE, DP n° 2132, Versailles, 5 mai 1837, Joseph Victor Aubernon au ministre.
21. Dans 79 % des cas, elles se limitent alors à un ou deux postes : Anne Mézin, *Les consuls de France au siècle des Lumières (1715-1792)*, Paris, MAE, Direction des Archives et de la Documentation, 1997, p. 57. Notons qu'Anne Mézin prend en compte aussi les postes de chancelier. Ça n'est pas possible pour le XIX^e siècle, car ils ne font plus partie de la carrière consulaire : Alexandre Massé,

« “Une place peu convenable” : Être chancelier d'un consulat de France (premier XIX^e siècle) », *Mélanges de l'École française de Rome – Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*, vol. 128, n° 2, 2016. <http://mefrim.revues.org/2751>.

22. Louis Graslin, décédé alors qu'il n'était encore qu'élève vice-consul, est exclu de ces statistiques.

23. Notons que ces chiffres n'incluent pas les nombreux cas de consuls ayant pu refuser une affectation trop lointaine, surtout en Amérique latine. Les affectations comme élève et les gérances ne sont pas comptabilisées.

24. Par exemple, en 1840, sur 86 postes consulaires, 46 (53,5 %) sont situés en Europe (6 sur 19 consulats généraux, 21 sur 31 consulats de 1^{re} classe et 19 sur 36 consulats de 2^e classe). Ces chiffres varient considérablement en fonction des évolutions géopolitiques.

25. C'est par exemple le cas d'Ambroy : MAE, DP n° 63, Louis Étienne Alexis Ambroy au ministre, Rotterdam, 19 juillet 1858.

26. MAE, DP n° 2379, Mexico, Athanase Gabriel Laisné de Villevêque au ministre, 7 décembre 1830.

27. MAE, DP n° 4111, Milan, André Jean-Baptiste Villamus au ministre, 25 juillet 1852.

28. AN, FD, 327 AP 21, Maxime Raybaud à Antoine Devoize, 16 février 1840.

29. AN, FD, 327 AP 22, Antoine Devoize à Eugénie Challaye (probablement), 16 septembre 1835.

30. *Ibid.*, Édouard Grasset à Antoine Devoize, 26 septembre 1840.

31. AN, FD, 327 AP 23, Paris, Maxime Raybaud à Antoine Devoize, 15 décembre 1841.

32. MAE, DP n° 4076, Étienne Raymond Victor de Verniac au ministre, 30 janvier 1828.

33. MAE, DP n° 725, réponse marginale du ministre dans la lettre de François Durand et Jean-Pierre Poeydavant au ministre, Paris, 7 mai 1824.

34. MAE, DP n° 1725, le ministre au marquis de Caraman, Paris, 29 avril 1825.

35. MAE, DP n° 1219, le ministre à Hyde de Neuville, Paris, 1^{er} juillet 1825.

36. AN, FD, 327 AP 13, Jacques Devoize à Antoine Devoize, 1^{er} juillet 1821, « Instructions pour mon fils Antoine ».

37. Les lettres de recommandation n'ont pu être analysées que pour 109 consuls des 115 consuls de notre échantillon. Nous laisserons ici de côté les démarches orales qui ont laissé des traces trop lacunaires.

38. C'est le cas de la famille de Marie Stanislas César Famin : MAE, DP n° 1560.

39. Par exemple, en 1806, un rapport mentionne les « attaques néphrétiques » dont souffre Mathieu Maximilien Pierre Lesseps à cause d'« une maladie cruelle, qui a pris naissance dans les divers climats brûlants qu'il a habités pour servir l'État ». Voir MAE, DP n° 2597, rapport du 24 juillet 1806.

40. MAE, Correspondances consulaires et commerciales (désormais CCC), Coron 6, fol. 441, Augustin Arasy au ministre, 15 février 1822.

41. *Ibid.*

42. MAE, CCC, Larnaca 17, fol. 224, Alexandre Pillavoine au ministre, 30 juillet 1830.

43. Anne Mézin, *Les consuls au siècle des Lumières...*, op. cit., p. 24-28.

44. Geoff R. Berridge, *British Diplomacy in Turkey, 1583 to the Present : a Study in the Evolution of the Resident Embassy*, Leyde, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2009, p. 79.

45. MAE, CCC, Larnaca 17, fol. 237, Alexandre Pillavoine, 22 septembre 1830.

46. MAE, CCC, Coron 6, fol. 441, Augustin Arasy, 15 février 1822.

47. Par exemple, en 1835, Florent Thierry épouse Augustine Deshaies, la fille d'un négociant de Saint-Malo dont il est originaire : MAE, DP n° 3909, 13 mars 1835, Florent Thierry au ministre. De même, le comte Ulysse de Ratti-Menton épouse la fille d'un négociant pour avoir une dot en numéraire, ce qui lui semble préférable « à quelques-unes des Princesses Géorgiennes » car elles ne lui auraient apporté « en dot que des terres et des esclaves » : MAE, DP n° 3400, Tiflis, 24 mai 1836, Benoît Ulysse Laurent François de Ratti-Menton au ministre.

48. MAE, DP n° 1193, Elisée Alfonse de Decazes au ministre, 16 septembre 1833.
49. Par exemple, c'est le cas du marquis Basile de Candolle à Nice : MAE, DP n° 728, Chevalier de Candolle. Les consuls soulignent fréquemment les passages qui leur semblent importants dans leurs courriers.
50. MAE, DP n° 2023, Charles d'Hautefort au ministre, 27 août 1825.
51. Sans poste, il est en congé à Paris. MAE, DP n° 2689, Auguste Jean Mahélin au ministre, 19 septembre 1828.
52. MAE, DP n° 3061, Louis Antoine Mure de Pelanne au ministre, 17 avril 1831.
53. MAE, DP n° 2774, Martin Despallières au ministre, 9 février 1824.
54. MAE, DP n° 2689, Pierre de Montmorency-Laval au ministre, 4 décembre 1820.
55. Il est alors vice-consul à Tripoly de Barbarie : MAE, DP n° 4045, note marginale dans la lettre de Désiré Charles Joseph Auguste Vattier de Bourville, 15 juin 1828.
56. *Ibid.*, Vattier de Bourville au ministre, 29 août 1853.
57. MAE, DP n° 725, le ministère au préfet des Pyrénées, 22 janvier 1824.
58. Jean Le Bihan, « La catégorie de fonctionnaires intermédiaires au XIX^e siècle. Retour sur une enquête », *Genèses*, n° 73, 2008, p. 4-19.
59. Tableaux réalisés à partir des états du personnel : MAE, Personnel, Dossiers généraux 1706-1972, cartons 80, 268, 270 et 271.
60. Les postes en Asie ne commencent à apparaître que sous la monarchie de Juillet.
61. MAE, Personnel, cartons et volumes, volume 59, n° 219. Angrand s'en plaint : MAE, DP n° 86, Cadix, 11 octobre 1844, François Marie Léonce Angrand au ministre.
62. MAE, DP n° 2378, Joseph Joachim Honorat Lainé au ministre, 18 novembre 1837.
63. MAE, DP n° 898, Albert Frédéric Gautier au ministre, 2 février 1847. Lettre présente dans le dossier de René Hippolyte Le Pestre, marquis de Châteaugiron.
64. Par exemple : MAE, DP n° 1683, Pierre Fourier de Serre au ministre, 29 novembre 1841.
65. MAE, DP n° 2415, Gabriel Marie Jean Benoît de Lantivy au ministre, 2 septembre 1846.
66. MAE, DP n° 2378, Joseph Joachim Honorat Lainé au ministre, 18 novembre 1837.
67. MAE, DP n° 1435, Pierre François Dufour (consul à Patras), 30 août 1823.
68. MAE, CCC, Arta 4, fol. 401bis-402.
69. MAE, DP n° 2378, Joseph Joachim Honorat Lainé au ministre, 18 novembre 1837.
70. Léonce Benjamin Levraud reçoit de l'argent et des « affaires » de son père : MAE, DP n° 2612, François Benjamin Levraud (le père) au ministre, 12 décembre 1842.
71. MAE, DP n° 2641, François Adolphe Loeve-Veimars au ministre, 15 mai 1849.
72. MAE, DP n° 4104, François Pascal Théodore Vigent au ministre, 12 mai 1840.
73. MAE, DP n° 3896, Pierre Paul Thedenat Duvent au ministre, 18 février 1825.
74. MAE, DP n° 725, le préfet des Pyrénées au ministre, 22 janvier 1824.
75. MAE, DP n° 1654, le ministère à Guilleau Jean-Baptiste de Formont, mai 1830.
76. MAE, DP n° 3563, Joseph Louis Rousseau au ministre, 20 avril 1823.
77. MAE, DP n° 1683, Pierre Fourier de Serre au ministre, 29 novembre 1841.
78. Par exemple, Pierre Paul Thedenat Duvent reçoit 6 000 francs en 1825 : MAE, DP n° 3896, le ministre à Thedenat Duvent, 18 février 1825.
79. Par exemple : MAE, DP n° 1310, le baron Charles Devaux au ministre, 16 juillet 1829 ; DP n° 2068, Michel Espérance Hersant, 25 juin 1835, 31 octobre 1837 et 16 novembre 1838.
80. MAE, DP n° 1423, Jean Martin Ducluzeau au ministre, mai 1833 (pièce n° 36).
81. AN, FD, 327 AP 23, Maxime Raybaud à Antoine Devoize, non datée (fin de liasse sans numérotation).
82. AN, FD, 327 AP 13, Jacques Devoize à Antoine Devoize, 1^{er} juillet 1821, « Instructions pour mon fils Antoine ».
83. Les vagues cousinages n'ont pas été pris en considération. Sont ici pris en compte les pères, oncles et frères.

84. Ce chiffre ne change pas quand on prend en considération les oncles et les frères.
85. Anne Mézin, *Les consuls de France au siècle des Lumières...*, op. cit., p. 75.
86. MAE, DP n° 1542, Antoine Odilon Amédée Fabre au ministre, 29 décembre 1849.
87. MAE, DP n° 2616, Charles de Libessart au ministre, 7 février 1826.
88. MAE, DP n° 3606, Martin François Armand Saillard au ministre, 18 juillet 1836.
89. Ce grade est appelé « vice-consul » jusqu'à la réforme instituée par l'ordonnance du 20 août 1833.
90. L'ordonnance de 1833 précise le nombre d'années d'ancienneté nécessaires avant d'espérer une promotion.
91. Notre échantillon contient 42 individus ayant été élèves vice-consuls. Si nous en excluons ceux décédés prématurément ou ayant interrompu leur carrière ou ayant été sanctionnés pour une faute professionnelle importante, il reste 30 individus : 26 atteignent le grade de consul général.
92. MAE, ADC, carton 82, note d'août 1833.
93. AN, FD, 327 AP 23, Frédéric Gauthier à Antoine Devoize, Londres, 20 avril 1842.
94. AN, FD, 327 AP 22, Antoine Devoize, destinataire inconnu, Patras, 6 septembre 1835.
95. MAE, DP n° 2068, Paris, 17 janvier 1852.
96. AN, FD, 327 AP 23, Maxime Raybaud à Antoine Devoize, Paris, 15 décembre 1841.
97. Par exemple, en 1842, Frédéric Théodore Cerfberr perd sa maison et sa fille lors d'un tremblement de terre à Haïti. Il décède peu après : MAE, DP n° 831. En 1828, Jean-Baptiste W. de Mendeville essuie de lourdes pertes suite à l'insurrection de Buenos-Aires. Il multiplie alors les demandes d'indemnisation : MAE, DP n° 2837.
98. Par exemple, en 1840, Armand Hilaire Auguste Lemoyne demande le titre de consul général car, dit-il, cela l'arrangerait avant de faire un bon mariage avec la fille du général Bruno : MAE, DP n° 2573, Lemoyne au ministre, juin 1840.
99. MAE, DP n° 2626, Joseph Limpérani au ministre, 4 juillet 1845.
100. Par exemple : AN, FD, 327 AP 21, Auguste Fabreguettes à Antoine Devoize, 7 juin 1841 ; 327 AP 23, Auguste Fabreguettes à Antoine Devoize, 18 novembre 1841 ; Auguste Fabreguettes à Antoine Devoize, 7 décembre 1841 ; Maxime Raybaud à Antoine Devoize, 15 décembre 1841.
101. MAE, DP n° 3555, note confidentielle pour le ministre des Finances, 7 septembre 1842.
102. AN, FD, 327 AP 21, François Duclos à Antoine Devoize, 18 septembre 1840.

RÉSUMÉS

Durant la première moitié du XIX^e siècle, le ministère des Affaires étrangères poursuit la professionnalisation du corps consulaire. Ce processus est à l'origine de contraintes pour les consuls. En effet, le ministère exige d'eux des compétences croissantes. De plus, ils sont désormais des fonctionnaires interchangeables qui connaissent des mutations fréquentes dans des espaces variés et parfois lointains. Malgré ces difficultés, la carrière consulaire demeure attractive et attire de trop nombreux candidats. Leurs motivations sont diverses. Pour certains, il s'agit de trouver un revenu stable qui leur permette de tenir leur rang. Toutefois, les émoluments des consuls se révèlent globalement insuffisants et c'est bien l'existence d'une échelle de promotion et l'espoir d'une belle carrière qui semblent être la motivation principale de la majorité des consuls.

During the first half of the nineteenth century, the Ministry of Foreign Affairs continued to professionalize the consular corps. This process created constraints for consuls, as the Ministry required increasing expertise from them. In addition, the consuls became interchangeable civil servants who were frequently transferred to diverse and sometimes distant locations. Despite these difficulties, the consular career remained attractive and drew in too many candidates. Their motivations were diverse. For some, it was a matter of finding a stable income that allowed them to maintain their rank. However, the consuls' emoluments were generally insufficient: the main motivation for the majority of consuls appears to have been the existence of a promotion ladder and the hope of a successful career.

INDEX

Mots-clés : professionnalisation, compétences, rémunérations, consuls de France, xixe siècle

Keywords : Professionalization, skills, salaries, French consuls, nineteenth century

AUTEUR

ALEXANDRE MASSÉ

Rattaché au laboratoire FRAMESPA (UMR 5136) de l'Université Toulouse Jean-Jaurès, Alexandre Massé est docteur en histoire après avoir soutenu, en 2012, une thèse intitulée : « La “domination morale” : les consuls de France dans l'Orient grec : images, ingérences, colonisation (1815-1856) » (à paraître chez Classiques Garnier en 2019). ATER à l'Université Toulouse Jean-Jaurès (2010-2013), puis à l'Université de Nantes (2016-2017), post-doctorant du Labex Structuration des Mondes Sociaux (2015), il enseigne désormais dans le secondaire.